

En 1906, la première année qu'un subside fut accordé à l'Alberta comme province, les sommes suivantes furent portées à son débit dans les comptes publics.

Allocation pour l'administration...	\$ 50,000
Allocation de 80 cents par tête...	200,000
Allocation pour la dette...	405,375
Allocation pour édifices publics...	93,750
Compensation pour domaine public.	375,000

\$1,124,125

La même année, on modifia les subsides pour toutes les provinces et la Saskatchewan et l'Alberta profitèrent du nouvel arrangement et cela sans avoir eu, à l'instar des autres provinces, à subir les épreuves des années écoulées. L'allocation fédérale pour l'administration fut portée à \$190,000. En 1926, les sommes versées à l'Alberta et à la Colombie-Anglaise respectivement se comparent ainsi qu'il suit:

Alberta

Allocation pour l'administration...	\$ 190,000
Allocation par tête...	516,560
Allocation pour la dette (intérêt sur)...	405,375
Compensation pour domaine public.	562,500

\$1,674,455

Colombie-Anglaise

Allocation pour l'administration...	\$ 190,000
Allocation par tête...	419,666
Indemnité pour la terre de la zone des chemin de fer...	100,000
Allocations pour la dette...	29,817

\$738,483

Soit un écart d'un million de dollars environ entre les provinces. Le temps que j'ai à ma disposition ne me permet pas de citer d'autres exemples, bien qu'ils soient en grand nombre. En réalité, si nous mettons en regard les débours que le gouvernement fédéral a faits pour le compte de la Colombie-Anglaise, depuis 1871, et les sommes que cette province a versées dans le trésor fédéral durant la même période, on constate que notre province l'emporte par une balance favorable d'au delà de 150 millions de dollars. En ce qui regarde la construction du chemin de fer du Pacifique-Canadien, je ferai observer que l'on avait prêté de prime abord que l'entreprise tournerait à l'insuccès et entraînerait de fortes dépenses pour le reste du pays; cependant, c'est justement le contraire qui s'est produit; l'entreprise a réussi au delà de toutes les espérances; le réseau du Pacifique-Canadien a acquis une importance nationale et sans lui le Canada n'aurait jamais pu se développer au point où il en est à cette heure.

Par suite de l'adoption de la loi concernant certaines terres publiques de 1884 et du parachèvement du chemin de fer du Pacifique, les gens de la Colombie-Anglaise se rendirent compte du coup que le prestige supérieure tant au point de vue politique qu'économique de l'est du Canada avait forcé la population de la Colombie-Anglaise, très faible au point de

[M. Ladner.]

vue numérique, à accepter les conditions injustes et en violation flagrante de la convention en vertu de laquelle la Colombie-Anglaise avait consenti à faire partie de la confédération canadienne.

Aussi, dès 1891, 1894 et 1895, des articles furent publiés dans les journaux de la province pour déplorer cette injustice; nous relevons en particulier plusieurs articles énergiques dus à la plume de notre ami R. E. Gosnell. Vers 1901, l'opinion publique était passablement échauffée relativement à ce problème; le premier ministre de l'époque, l'honorable James Dunsuir et M. Eberts exposèrent leur manière de voir au cabinet d'Ottawa. En 1902, MM. Prior et Eberts revinrent à la charge et, en 1903, feu Charles Wilson, c.r. et R. F. Green, aujourd'hui sénateur, exposèrent la situation au gouvernement fédéral. Vers 1906, la question avait revêtu une importance primordiale aux yeux de l'opinion publique en Colombie-Anglaise, si bien que sir Richard McBride prépara un mémoire des plus complets à ce sujet, qui fut présenté à la conférence interprovinciale tenue la même année. Grâce à la puissance de sa dialectique, à sa forte personnalité et à l'excellence de sa cause, sir Richard parvient à imposer sa manière de voir à la conférence et au gouvernement de l'époque, qui accorda à la province une allocation supplémentaire de \$100,000 par année pendant une période de dix ans, soit une somme globale d'un million de dollars. Pour la première fois, les autorités fédérales admettaient d'une manière tangible l'exactitude des revendications de la Colombie-Anglaise.

En 1907, sir Richard McBride se rendit à Londres afin de faire modifier le texte d'une certaine mesure qui était soumise à l'assentiment du parlement impérial. Il réussit à faire retrancher les mots "finale et inaltérable", qui étaient de nature à empêcher à jamais la population de la Colombie-Anglaise de faire valoir ses revendications devant le Parlement canadien. A son retour d'Angleterre,—et je souligne le fait uniquement pour faire voir jusqu'à quel point la question passionnait l'opinion publique,—sir Richard fut l'objet d'une imposante démonstration de bienvenue. Cela saute aux yeux en jetant un simple coup d'œil sur les journaux de l'époque. J'ai par devers moi quelques noms de ces découpures et voici un échantillon des en-têtes qu'elles portaient:

Le premier ministre McBride est acclamé à son retour de Londres.

Le chef du gouvernement de la Colombie-Anglaise a été l'objet d'une enthousiaste réception à Vancouver, hier soir. Des milliers de loyaux citoyens lui prodiguent des témoignages de bonne amitié.